



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation

Piste d'action thématique 5 : Le financement de l'éducation

Document de travail (Version finale – 15 juillet 2022)

Résumé

Il existe une crise du financement de l'éducation qui s'est aggravée avec la COVID-19. Les gouvernements et les partenaires du développement doivent agir de toute urgence pour atteindre les objectifs actuels en matière d'éducation et préparer l'avenir. Pour transformer le financement de l'éducation, il faudra aller au-delà des engagements actuels (4 à 6 % du PIB et 15 à 20 % des dépenses), afin de trouver des solutions universelles, durables et systémiques dans les trois domaines suivants :

Domaine d'action 1 : Mobiliser davantage de ressources

97 % du financement de l'éducation provient des recettes nationales. Or, ces dernières sont profondément affectées par des influences extérieures. Nous avons besoin des actions suivantes :

- **Action sur les parts budgétaires** : Tout gouvernement qui alloue moins de 15 à 20 % de ses dépenses publiques ou moins de 4 à 6 % de son PIB à l'éducation doit élaborer une trajectoire pour atteindre ce palier essentiel.
- **Action sur la fiscalité** : De nombreux gouvernements pourraient augmenter leur rapport impôt/PIB de cinq points de pourcentage d'ici à 2030 grâce à des réformes fiscales progressives, ce qui permettrait de doubler les dépenses en matière d'éducation, de santé et bien d'autres. Ces mesures doivent s'accompagner d'une action internationale sur les règles fiscales mondiales et les paradis fiscaux.
- **Action sur le service de la dette** : Tout gouvernement qui dépense plus pour le service de la dette que pour l'éducation devrait être considéré comme prioritaire pour la renégociation de sa dette et l'instauration d'un nouveau mécanisme de restructuration de sa dette.
- **Action sur les droits de tirage spéciaux (DTS)** : Le conseil d'administration du FMI pourrait augmenter massivement les ressources consacrées à l'éducation en émettant une nouvelle série de DTS et en convenant d'un mécanisme pour leur redistribution.
- **Action sur l'austérité** : Les gouvernements doivent éviter les politiques d'austérité qui bloquent les dépenses urgentes en matière d'éducation, en supprimant les contraintes salariales du secteur public en cas de pénurie d'enseignants.
- **Action sur les paradigmes** : Les dépenses d'éducation doivent être traitées comme un investissement, et non comme une consommation, avec de nouvelles méthodes pour reconnaître les retours à moyen et long terme.



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

- **Action sur les prêts concessionnels et l'aide** : La part de l'aide, du financement climatique et du financement concessionnel réservée à l'éducation devrait être augmentée à 15-20 % pour correspondre à l'engagement de financement national.

Domaine d'action 2 : Accroître l'équité et l'efficacité des dépenses en matière d'éducation

L'augmentation des ressources consacrées à l'éducation doit s'accompagner d'une amélioration de l'équité et de l'efficacité des investissements existants, par exemple par le biais des actions suivantes :

- **Action à tous les niveaux de l'éducation** : Un principe d'universalisme progressif est nécessaire dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, ce qui implique d'englober tous les niveaux et toutes les filières de l'éducation, à commencer par l'éducation de la petite enfance, et de donner la priorité aux investissements publics en vue d'atteindre l'équité et la qualité.
- **Action sur les géographies** : L'investissement des ressources nationales de manière équitable dans un pays devrait être une priorité, tout comme l'investissement de l'aide et des prêts pour cibler les pays qui en ont le plus besoin.
- **Action sur les groupes exclus** : Les données ventilées, alliées à une approche intersectionnelle, sont essentielles pour renforcer l'équité. La décentralisation peut être un avantage, à condition que le centre conserve un rôle de redistribution.
- **Action sur le lien entre la planification et la budgétisation du secteur** : Des stratégies de financement de l'éducation réalistes et solides doivent guider les décisions d'investissement sur plusieurs années.

Domaine d'action 3 : Données et responsabilisation du financement de l'éducation

Une bonne politique exige la collecte systématique de données fiables sur les dépenses d'éducation afin de renforcer la responsabilisation, grâce aux actions suivantes :

- **Action sur la disponibilité, la cohérence et la rapidité des données** : De nombreux pays doivent améliorer la disponibilité et l'harmonisation des données de qualité relatives aux dépenses publiques et celles des ménages.
- **Action sur la capacité à utiliser les données** : Il est nécessaire d'accroître les capacités de compréhension et d'utilisation des données budgétaires de l'éducation à tous les niveaux, des écoles aux ministères et aux parlements.
- **Action sur les données en vue de la responsabilisation** : Des systèmes nationaux efficaces de responsabilisation dans le domaine de l'éducation doivent permettre aux partenaires extérieurs d'avoir confiance dans la bonne utilisation des ressources éducatives.

Ensemble, ces actions constituent la base d'un nouveau *pacte mondial sur le financement de l'éducation*, qui associe de nouveaux engagements nationaux à une nouvelle action internationale sur les questions liées au financement de l'éducation, afin de renforcer le volume, la part, la sensibilité et l'examen minutieux des budgets de l'éducation.



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Introduction et contexte

Ce document propose un agenda transformateur basé sur les droits pour un nouveau pacte mondial sur le financement de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Le financement de l'éducation doit être transformé pour accélérer les progrès en faveur de la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 4, et pour préparer les [Futurs de l'éducation](#).

Pour transformer le financement de l'éducation, il faut agir dans trois domaines clés :

1. mobiliser davantage de ressources, au niveau national et international ;
2. accroître l'efficacité et l'équité des affectations et des dépenses ; et
3. améliorer les données et la responsabilisation sur le financement de l'éducation.

C'est urgent. Le droit à l'éducation est la base de tous les droits humains. Cependant, la COVID-19, la crise climatique et les conflits violents ont mis à rude épreuve des systèmes éducatifs déjà limités. Pour répondre à cette urgence, des engagements importants de la part des gouvernements nationaux et une profonde solidarité de la part de la communauté internationale sont nécessaires.

De nombreux engagements existent déjà. Cet agenda s'appuie sur les précédents engagements mondiaux en matière de financement de l'éducation, notamment l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable, l'ODD 4 et le cadre d'action Éducation 2030, mais aussi sur :

- Les obligations déterminées par le [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels](#) , qui impose à chaque État d'agir « *au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le Pacte* » et d'éviter tout retour en arrière ;
- La [déclaration de Paris 2021 : un appel mondial à investir dans les futurs de l'éducation](#) et l' [Appel à l'action 2021 des chefs d'État sur le financement de l'éducation](#), qui affirment : « *L'éducation est un investissement qui nécessite un financement durable. Nous reconnaissons que les ressources nationales (en particulier les recettes fiscales) sont essentielles et restent une source principale de financement de l'éducation.* » L'Appel a réitéré l'engagement de consacrer au moins 4 à 6 % du PIB et 15 à 20 % des dépenses publiques à l'éducation et, pour les donateurs, de consacrer 0,7 % du RNB à l'APD ; et
- L'ODD 16.4 sur la réduction significative des flux financiers illicites et l'ODD 17.1 sur le renforcement de la mobilisation des ressources nationales, notamment grâce à un soutien international.

La vision de [Notre programme commun](#), selon le Secrétaire général des Nations unies, appelle à l'approfondissement de la solidarité et au « *renouvellement de notre contrat social, adapté aux défis de ce siècle, tenant compte des jeunes et des générations futures et complété par un nouveau pacte mondial pour l'éducation.* »



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Contexte

Il existe une crise mondiale de l'éducation aggravée par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une forte réduction de l'apprentissage et une forte augmentation des inégalités en matière d'éducation, à mesure que les écoles fermaient et que les revenus diminuaient. Toutefois, même avant la COVID-19, l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci ne s'amélioraient que trop lentement dans de nombreux pays. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la proportion estimée d'enfants de dix ans qui ne savent pas lire une phrase simple est passée d'environ 58 % à 70 %.¹ Les progrès réalisés en matière d'accès au cours des vingt dernières années ont été remis en cause par la COVID-19 : les enfants et les jeunes issus de ménages à faibles revenus et dont l'éducation est également perturbée par les crises humanitaires figurent parmi les personnes les plus touchées par la crise de l'éducation. On estime aujourd'hui leur nombre à 128 millions (contre 75 millions avant la pandémie).² Les filles ont souvent payé le prix le plus élevé de la pandémie de COVID-19 : elles ont abandonné l'école parce qu'elles devaient s'occuper d'autres personnes, ont été forcées de se marier à des enfants ou ont été exposées à une violence sexiste accrue.³

À l'échelle mondiale, nous sommes loin de pouvoir financer les objectifs actuels en matière d'éducation, sans parler des défis à venir. Il est évident que nous avons besoin d'une action collective transformatrice en matière de financement de la part des gouvernements nationaux et de la communauté internationale. Nous devons comprendre quelles sont toutes les forces qui influent sur le financement de l'éducation, et quels sont tous les leviers dont nous disposons collectivement pour opérer cette transformation.

Malgré l'augmentation des investissements dans l'éducation au cours des 15 dernières années, de nouveaux efforts doivent être fournis. Avant la pandémie, on estimait qu'il faudrait jusqu'à 200 milliards de dollars supplémentaires chaque année pour que le monde soit en bonne voie d'atteindre l'ODD 4 d'ici 2030⁴; aujourd'hui, ce chiffre est encore plus élevé. Les conflits violents ont également entraîné une augmentation du nombre d'apprenants déplacés. Le coût annuel moyen de l'éducation de tous les étudiants réfugiés dans les pays d'accueil à revenu faible, intermédiaire de la tranche inférieure et intermédiaire de la tranche supérieure représenterait 4,85 milliards de dollars des États-Unis.⁵

Les investissements publics dans l'éducation, bien que, dans certains cas, ils aient déjà augmenté avant la COVID-19, sont encore trop faibles dans la plupart des pays. Les pays à faible revenu dépensent en moyenne l'équivalent de 188 dollars pour l'éducation de chaque étudiant, tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dépensent 894 dollars par étudiant et 2 488 dollars pour ceux de la

¹ Banque mondiale, UNESCO ISU, UNICEF, FCDO, USAID, Fondation BMGF et UNESCO, 2022, The state of global learning poverty: mise à jour 2022 (État des lieux de la pauvreté éducative mondiale : mise à jour 2022).

² ECW. 2021. Offrir une éducation de qualité aux enfants et aux jeunes les plus laissés pour compte en temps de crise.

³ G7. 2021. Déclaration on Girls' Education: Recovering from COVID-19 and Unlocking Agenda 2030 (Déclaration sur l'éducation des filles : le rétablissement après la COVID-19 et le déblocage de l'Agenda 2030).

⁴ Voir Sandefur (ed.) 2022 pour un examen récent des analyses d'écarts.

⁵ Banque mondiale/HCR. 2021. The Global Cost of Inclusive Refugee Education (Le coût global de l'éducation inclusive des réfugiés).



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

tranche supérieure, et que les pays à revenu élevé dépensent 8 133 dollars par étudiant.⁶ Dans tous les cas, les gouvernements sont les principaux bailleurs de fonds de l'éducation. Au cours de la dernière décennie, l'investissement public dans l'éducation a augmenté régulièrement, principalement sous l'effet de la hausse du PIB, mais la part du financement de l'éducation dans le revenu national n'a augmenté de manière significative que pour les pays à faible revenu (de 3 % à 3,5 % du PIB).⁷

La COVID-19 a cependant eu un effet alarmant et inégal sur l'accès à l'éducation et sur les budgets de l'éducation. Les pays doivent faire face à des coûts supplémentaires pour rouvrir les écoles et les maintenir ouvertes en toute sécurité dans un contexte de contraction des économies et d'alourdissement du fardeau de la dette. Seul un tiers des pays ont augmenté les ressources publiques consacrées à l'éducation par rapport à l'année scolaire précédente.⁸ En moyenne, les pays n'ont alloué que 3 % de leurs plans de relance COVID-19 à l'éducation, tandis que dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ce pourcentage était inférieur à 1 %.⁹ Dans de nombreux pays cependant, la forte croissance démographique continuera à faire pression sur les systèmes éducatifs et les budgets publics des pays en développement au cours des 30 prochaines années.¹⁰

L'augmentation des investissements publics dans l'éducation est limitée par les environnements macroéconomiques et les politiques macroéconomiques actuelles dans de nombreux pays. Dans un nombre croissant de pays, le service de la dette absorbe une part plus importante des dépenses que l'éducation.¹¹ Les faibles rapports impôt/PIB peuvent également signifier que les gouvernements qui allouent une part équitable des dépenses nationales à l'éducation ne disposent toujours pas des ressources nécessaires¹². Des politiques macroéconomiques plus larges, telles qu'une austérité budgétaire, peuvent également affecter les dépenses en matière d'éducation, notamment en ce qui concerne la lutte contre la pénurie d'enseignants lorsque des contraintes sont imposées sur la masse salariale globale du secteur public¹³. L'action dans ces domaines sera essentielle pour transformer le financement de l'éducation, mais elle doit aller de pair avec des mesures visant à améliorer l'efficacité, l'équité et la responsabilisation.

Les dépenses des ménages en matière d'éducation sont importantes mais peuvent connaître de fortes régressions et doivent être complétées par des investissements publics adéquats et progressifs. Dans la

⁶ Données issues de : [L'impact de la pandémie de COVID-19 sur le financement de l'éducation \(worldbank.org\)](https://www.worldbank.org)

⁷ Banque mondiale/UNESCO (Rapport de suivi mondial). 2021. Education Finance Watch.

⁸ Ibid.

⁹ UNESCO. 2021. Une relance inégale de l'éducation au niveau mondial risque de creuser les disparités d'apprentissage.

¹⁰ Banque mondiale/UNESCO (Rapport de suivi mondial). 2021. Education Finance Watch

¹¹ UNICEF, 2021, COVID-19 and the looming debt crisis (La COVID-19 et la crise imminente de la dette), https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/Social-spending-series_COVID-19-and-the-looming-debt-crisis.pdf

¹² Sandefur (ed.) 2022 *ibid.*

¹³ ActionAid, 2021, Le public contre l'austérité : pourquoi il faut mettre fin aux contraintes de la loi sur les salaires du secteur public [The Public Versus Austerity: Why public sector wage bill constraints must end | ActionAid International](#) (Le public contre l'austérité : pourquoi les contraintes sur la masse salariale du secteur public doivent cesser)



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

plupart des pays, les ménages investissent dans l'éducation. Les ménages les plus riches sont en mesure d'investir davantage, tandis que l'affaiblissement des économies et la hausse des prix suite à la pandémie et à l'invasion de l'Ukraine représentent des obstacles encore plus difficiles à surmonter pour les ménages les plus pauvres. Si les gouvernements s'abstiennent de compenser les coûts des ménages par des investissements publics substantiels et progressifs dans l'éducation, cette situation conduira à de grandes injustices pour les enfants et à des résultats médiocres pour l'ensemble de la société.¹⁴ Malheureusement, au lieu de compenser les dépenses régressives des ménages, l'investissement public dans l'éducation des enfants appartenant aux 20 % des ménages les plus pauvres ne représente qu'un quart de l'investissement public dédié aux 20 % les plus riches. Cela doit changer, et il est urgent de réaffirmer l'engagement de fournir au moins 12 ans d'enseignement public gratuit ainsi qu'un enseignement supérieur et une éducation pour adultes abordables, à l'aide d'investissements publics conçus pour favoriser l'équité.¹⁵

Les autres sources de financement de l'éducation sont moins importantes, sauf dans certains cas spécifiques, par exemple pour l'enseignement supérieur, technique, professionnel et l'éducation des adultes. L'aide publique au développement (APD) représente moins de 3 % des dépenses d'éducation totales (environ 2 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et 18 % dans les pays à faible revenu).¹⁶ Il est préoccupant d'observer que la part de l'APD allouée à l'éducation a connu une chute pour passer de 8,8 % en 2019 à 5,5 % en 2020, tandis que la part de l'aide humanitaire accordée à l'éducation est passée de 2,9 % en 2019 à 2,5 % en 2021.¹⁷ L'éducation reçoit des allocations importantes en provenance de la philanthropie privée, mais ces allocations restent faibles par rapport aux allocations publiques.¹⁸

Il existe des arguments moraux, sociaux et financiers convaincants pour protéger les allocations de ressources éducatives de base en provenance des donateurs et des gouvernements nationaux. La pandémie de COVID-19 a exacerbé le problème de l'insuffisance des budgets nationaux consacrés à l'éducation et de la stagnation des engagements de l'APD, ce qui compromet la réalisation des cibles de l'ODD 4 dans de nombreux pays, notamment les plus vulnérables.

¹⁴ Ron Balsera, M., Dorsi, D., & Petersen, T. (2016). Ensuring mixed education systems comply with human rights. A Report to The International Commission on Financing Global Education Opportunity. (Veiller à ce que les systèmes éducatifs mixtes respectent les droits humains. Rapport à la Commission internationale sur l'opportunité mondiale de financement de l'éducation). <http://report.educationcommission.org/download/807>.

¹⁵ UNICEF. 2020. [Addressing the Learning Crisis: An urgent need to better finance education for the poorest children \(S'attaquer à la crise de l'apprentissage : un besoin urgent de mieux financer l'éducation des enfants les plus pauvres\)](#).

¹⁶ Banque mondiale/UNESCO (Rapport de suivi mondial). 2021. Education Finance Watch

¹⁷ UNICEF/ UNESCO/Banque mondiale. 2022. [Où en sommes-nous en matière de reprise de l'éducation ?](#).

¹⁸ OCDE. 2021. [Private Philanthropy for Development – Second education: Data for Action \(La philanthropie privée dans les pays en développement - Éducation secondaire : des données pour agir\)](#). Paris



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Synergies et alignement entre les pistes d'action et leurs sous-thèmes

La piste d'action 5 sur le financement est directement liée à chacune des autres pistes d'action. Les recommandations de chacune de ces pistes sont importantes pour déterminer ce qui doit être financé et quels mécanismes de financement seront les plus efficaces. Il ressort déjà clairement des discussions avec les autres filières qu'il faut accorder la priorité à un financement à long terme, durable et prévisible. Certaines des implications les plus significatives issues des documents de discussion des autres pistes sont les suivantes :

- **Piste d'action 1 sur des écoles inclusives, équitables, sûres et saines** : Atteindre les plus exclus coûte plus cher par habitant, notamment pour les personnes vivant dans des zones reculées et les enfants handicapés. Pour parvenir à un accès équitable, il faut s'engager pleinement à supprimer les frais incombant à l'utilisateur, faute de quoi les systèmes se stratifient peu à peu en fonction de la capacité de paiement, ce qui entraîne l'exclusion, le désavantage et, éventuellement, la stigmatisation des groupes marginalisés. Des efforts sont nécessaires pour évoluer vers un financement plus équitable et plus durable, grâce à un système fiscal progressif et efficacement administré. L'universalisation de l'accès à l'éducation de la petite enfance gratuite et de qualité a un impact puissant sur l'équité et l'inclusion, mais nécessite une transformation du volume de financement. Le financement public est également crucial pour garantir un accès équitable à un enseignement supérieur de qualité, à l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et à l'apprentissage tout au long de la vie. Dans de nombreux contextes, des investissements parallèles dans le financement de la santé et de la protection sociale sont nécessaires pour faire progresser l'équité. Nous devons donc nous concentrer sur le volume des budgets gouvernementaux dans leur ensemble, au lieu de considérer uniquement la part consacrée à l'éducation.
- **Piste d'action 2 : Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable** : Une conception élargie de l'apprentissage de base et un engagement en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie exigent une expansion audacieuse du financement. L'engagement en faveur d'une approche intégrée qui prend en compte la santé, le genre, l'inclusion sociale et des politiques solides tout au long de la vie réaffirme l'importance d'examiner les questions systémiques affectant le financement du secteur public dans son ensemble, plutôt que de se concentrer uniquement sur l'éducation. L'éducation au développement durable et la citoyenneté mondiale active sont intimement liées (d'où le rôle central de l'ODD 4.7), et ne cesseront de gagner en importance pour donner aux apprenants les moyens de devenir des citoyens actifs et les aider à construire des sociétés durables et pacifiques, dans le respect des droits humains, tout en faisant face aux crises économiques, écologiques (climat et biodiversité) et humanitaires. Il existe donc des arguments convaincants pour que les systèmes éducatifs reçoivent une part équitable du financement climatique soutenant une transition juste.
- **Piste d'action 3 : Enseignants, enseignement et profession enseignante** : Les enseignants représentent le coût le plus important de tout budget d'éducation (en moyenne 75 % et souvent plus



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

de 90 %), ce qui confirme l'importance de se concentrer sur un financement prévisible et durable par le biais des systèmes fiscaux plutôt que de dépendre de l'aide ou des prêts traditionnels qui, trop souvent, sont imprévisibles et n'interviennent que sur le court terme. L'impact de politiques macroéconomiques plus larges, en particulier l'application de contraintes sur la masse salariale du secteur public, peut profondément affecter la capacité des pays à recruter davantage d'enseignants (même en cas de pénurie) ou à les payer davantage (même lorsque les salaires sont très bas). Ces contraintes doivent être supprimées si nous voulons transformer le financement de l'éducation. Les planificateurs macroéconomiques doivent donner une priorité marquée à la réalisation de progrès à moyen et long terme en matière d'éducation (et de santé).

- **Piste d'action 4 sur l'apprentissage et la transformation numériques** : Une révolution numérique pour l'éducation nécessite une série d'investissements prioritaires, qui commencent souvent par les infrastructures de base, notamment l'électricité et la connectivité (qui dépendent de l'adoption d'une approche holistique des finances publiques). L'engagement en faveur de ressources éducatives ouvertes (licences et ressources d'enseignement et d'apprentissage) qui soient gratuites, accessibles et adaptables, implique de veiller à ce que les budgets publics puissent supporter cette charge. Le soutien prodigué par le secteur privé aux efforts publics peut jouer un rôle important lorsqu'il existe un engagement commun à garantir que les matériels clés soient librement disponibles, et que les gouvernements ne soient pas piégés dans des contrats fermés les rendant dépendants de fournisseurs spécifiques.

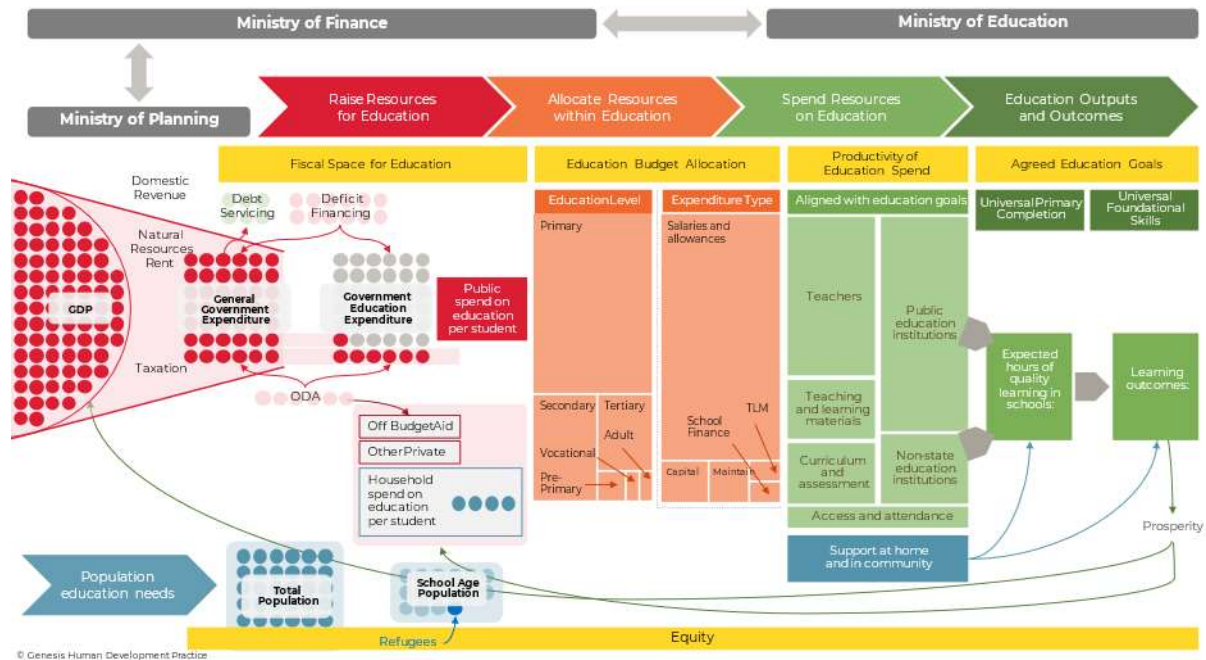
Ces quatre pistes d'action soulignent l'urgence d'une action ambitieuse sur le financement public des systèmes éducatifs, en adoptant une approche pangouvernementale et multipartite consciente des interdépendances entre l'éducation et d'autres secteurs tels que la santé, la nutrition, l'énergie, le genre, etc. Il est évident que des changements progressifs ne suffiront pas. Nous avons besoin d'une transformation du financement de l'éducation. Pour ce faire, nous devons aller au-delà d'une attention habituellement focalisée sur l'aide et les prêts, pour examiner la situation globale des finances de l'éducation, en comprenant quels sont tous les leviers dont disposent les gouvernements pour transformer le financement et quelles sont toutes les actions que la communauté internationale doit mettre en place pour déclencher une transformation. Il s'agit également de bien relier l'action visant à augmenter le volume du financement de l'éducation à une action sur l'équité, l'efficacité et la responsabilisation, afin que les nouvelles ressources soient réparties là où elles sont nécessaires et utilisées en vue d'un impact maximal.

À quoi ressemble la transformation ?

Le cadre ci-dessous offre un moyen d'identifier les opportunités clés pour transformer le financement de l'éducation à court, moyen et long terme, en adoptant des visions correspondant à un pays en particulier et à l'ensemble du système.



Figure 1: cadre et portes d'entrée pour la transformation



Une action combinée est essentielle si les pays veulent assurer le financement de l'ODD 4 : une action sur le volume du financement, de l'équité, de l'efficacité et de la responsabilisation. S'il est important d'accroître l'efficacité et l'équité des dépenses, nous savons pertinemment que cela ne sera jamais suffisant sans une nouvelle action substantielle sur le volume des ressources. Nous proposons les fils conducteurs ci-dessous pour constituer la base d'un nouveau pacte mondial sur le financement de l'éducation, qui sera lancé lors du Sommet sur la transformation de l'éducation.

Domaine d'action 1 : Mobiliser davantage de ressources

Le volume des ressources collectées pour l'éducation n'est pas suffisant. Les recettes intérieures constituent de loin la principale source de financement de l'éducation et restent le moyen le plus prometteur pour mobiliser des ressources supplémentaires. Au cours des dernières décennies, la croissance du PIB a été le principal moteur de l'augmentation des ressources consacrées à l'éducation, et elle continuera à l'être. Cependant, il est probable que de nombreux pays disposent également de l'espace nécessaire pour augmenter les recettes par rapport au PIB et allouer une plus grande part des budgets publics à l'éducation. L'augmentation de l'investissement public dans l'éducation devra être complétée par des améliorations visant l'efficacité et l'équité de la répartition et des dépenses d'éducation dans la plupart des pays, pour persuader les ministères des finances et les contribuables que les ressources supplémentaires seront utilisées à bon escient.



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Les politiques macroéconomiques, les régimes fiscaux et d'investissements et un commerce mondial plus équitables représentent des atouts essentiels. La communauté internationale peut jouer un rôle important dans ce domaine. Notre approche globale du financement doit s'inscrire dans un cadre qui envisage des solutions universelles, durables et systémiques, parallèlement à un engagement plus profond en faveur du multilatéralisme, de la responsabilisation mutuelle et de la solidarité. Nous appelons à une approche du financement de l'éducation à l'échelle pangouvernementale et de l'ensemble de la communauté internationale.

Vous trouverez ci-dessous quelques-uns des domaines clés dans lesquels une action transformatrice pourrait être entreprise *avant, pendant et après* le Sommet, afin que le financement de l'éducation soit transformateur et interconnecté, en travaillant avec d'autres secteurs et processus pour réaliser des percées stratégiques.

- **Action sur les parts budgétaires** : Alors que les gouvernements ne parviennent toujours pas à allouer 15 à 20 % de leur budget national à l'éducation, il convient de renouveler les engagements et de suivre les progrès accomplis. Les signataires de la déclaration des chefs d'État de 2021 ont démontré comment l'augmentation de la part des budgets alloués à l'éducation peut libérer des dizaines de milliards de dollars de nouveaux financements. Cependant, de nombreux pays atteignant ou dépassant les 20 % sont toujours à court de ressources, car 20 % d'un total modeste représente une somme trop peu élevée. En se focalisant sur les parts budgétaires, l'éducation se retrouve en concurrence avec la santé et d'autres secteurs, alors que les secteurs sociaux doivent à l'inverse se concentrer sur la recherche d'un terrain d'entente (comme c'est le cas par exemple avec l'action sur la fiscalité et la dette).
- **Action sur la fiscalité** : Augmenter le **rapport impôt/PIB** de cinq points de pourcentage d'ici 2030 est un objectif ambitieux mais raisonnable dans de nombreux pays. Il s'agit également d'une composante essentielle du financement des ODD.¹⁹ Cela permettrait de doubler les dépenses en matière d'éducation et de santé (voire plus dans la plupart des pays).²⁰ Dans le contexte d'une crise du coût de la vie, il faut mettre l'accent sur **une fiscalité progressive**, en veillant à ce que la charge incombe à ceux qui sont le plus à même de la payer (c'est-à-dire les revenus et le patrimoine des entreprises et des particuliers les plus fortunés). S'il est essentiel de cibler les 0,1 % et 1 % les plus riches, un système plus juste devra également faire porter une partie de la charge sur les 10 % ou 20 % les plus fortunés, afin de construire un système plus équitable. Par ailleurs, la nécessité d'augmenter l'impôt **en tenant compte de la dimension de genre**, pour soutenir les dépenses sensibles au genre en matière d'éducation, est de mieux en mieux reconnue.

¹⁹ Gaspar, V., et al, 2019, 'Fiscal Policy and Development : Human, Social, and Physical Investment for the SDGs' (Politique et développement fiscaux : l'investissement humain, social et physique pour les ODD), *IMF staff discussion note (Note de discussion du personnel du FMI)*. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2019/01/18/Fiscal-Policy-and-Development-Human-Social-and-Physical-Investments-for-the-SDGs-46444>

²⁰ [Who Cares for the Future: finance gender responsive public services! \(Qui s'occupe de l'avenir : financez des services publics sensibles au genre !\)](#) | [ActionAid International](#). Le Népal, la Mongolie, la Bolivie, le Mozambique, la Géorgie et le Cambodge figurent parmi les pays qui ont rapidement augmenté leur rapport impôt/PIB ces dernières années.



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Bien entendu, l'équilibre précis entre l'utilisation de l'impôt et l'envergure de l'ambition sera déterminé différemment selon chaque pays. Les **actions nationales** dans ce domaine doivent s'accompagner d'une action internationale visant à convenir d'un registre mondial des actifs, à réduire les flux financiers illicites, à fermer les paradis fiscaux et à soutenir un processus représentatif et inclusif au sein des Nations unies pour la définition de règles fiscales mondiales.²¹ Si l'impôt affecté à l'éducation (comme c'est le cas au Ghana, au Nigeria, au Brésil, en Chine et en Inde) a un rôle à jouer, des efforts doivent être déployés pour assurer l'analyse comparative des affectations fiscales existantes reçues par l'éducation, afin que les nouvelles taxes entraînent une augmentation des recettes. Un régime fiscal progressif et administré de manière plus efficace peut également contribuer à renforcer la responsabilisation quant à la manière dont les ressources sont dépensées.²² Mettre en relation les personnes travaillant dans le domaine de la fiscalité et de l'éducation, comme dans le cadre du projet financé par le GPE [Tax and Education Alliance \(Alliance pour la fiscalité et l'éducation\)](#), peut également favoriser une augmentation des recettes fiscales se traduisant par une augmentation des allocations pour l'éducation.

- **Action sur le service de la dette** : L'adoption de mesures internationales audacieuses concernant la crise de la dette et l'architecture de la dette mondiale afin que le service de la dette n'empêche pas les pays d'accroître leurs dépenses en matière d'éducation ; Trop de pays dépensent davantage pour le service de la dette que pour l'éducation (ou la santé). Cependant, une part importante de la dette extérieure est désormais contractée auprès de créanciers privés.²³ L'urgence d'une action sur la dette pour financer l'éducation ne pourrait être plus claire. Il existe des raisons solides pour renouveler la mobilisation sur la conversion de la dette au bénéfice de l'éducation, sur la base des leçons issues des expériences passées.²⁴ Il ne fait aucun doute qu'il est urgent d'accélérer les actions de renégociation de la dette, voire d'annulation de la dette des pays en crise d'endettement. Tout pays qui consacre plus d'argent au service de la dette qu'à l'éducation doit être considéré comme prioritaire et bénéficier d'un nouveau [mécanisme de restructuration de la dette, ainsi que d'une nouvelle approche visant à des prêts et des emprunts responsables](#).
- **Action sur les droits de tirage spéciaux (DTS)** : Une hausse immédiate des dépenses en matière d'éducation (et de santé) pourrait être obtenue si le conseil d'administration du FMI acceptait d'émettre une nouvelle série de [Droits de tirage spéciaux](#), en s'appuyant sur l'exemple des 650 milliards de dollars émis au plus fort de la COVID-19. Cette hausse pourrait augmenter considérablement les liquidités dans les pays à faible revenu (dans la mesure où les DTS leur sont alloués). Il existe des [arguments solides](#) en faveur d'une allocation beaucoup plus

²¹ La [Convention fiscale des Nations Unies](#) a été réclamée par les [Ministres africains des finances](#) en mai 2022.

²² [Justice fiscale : état des lieux 2021 - Réseau pour la justice fiscale](#) page 21

²³ [International Debt Statistics 2022 \(Statistiques de la dette internationale en 2022\) \(worldbank.org\)](#)

²⁴ Nous pouvons nous inspirer de certaines expériences, comme celles du Salvador et l'Espagne, du Cameroun et la France, de l'Indonésie et l'Allemagne).



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

importante (3 000 milliards de dollars), avec un mécanisme plus fort de redistribution inconditionnelle de ces DTS²⁵ aux pays qui en ont besoin pour investir dans l'éducation (et la santé).

- **Action sur l'austérité** : Le financement de l'éducation est souvent mis à mal par les politiques d'austérité et l'on craint généralement un [retour rapide à l'austérité](#) en post-COVID-19. Les ministères des finances doivent de toute urgence lever les contraintes liées à la masse salariale du secteur public afin de faciliter l'augmentation des allocations budgétaires au secteur de l'éducation, en particulier dans les pays qui connaissent une pénurie d'enseignants et dont la population augmente. Les enseignants constituent le groupe le plus important de la [masse salariale du secteur public](#). Par conséquent, les contraintes globales bloquent directement les progrès effectués dans le recrutement des enseignants, même en cas de pénurie.²⁶ Le FMI pourrait faire une percée dans les négociations de l'article IV, en encourageant activement les pays qui connaissent une pénurie d'enseignants à augmenter le pourcentage du PIB consacré à la masse salariale du secteur public (lorsque les gouvernements s'engagent à augmenter le nombre d'enseignants ou à améliorer leurs conditions professionnelles). Le Sommet sur la transformation de l'éducation pourrait demander au FMI, à la Banque mondiale et aux ministères des finances de transformer leur approche de la masse salariale et de soutenir la mise en place d'un financement élargi pour les salaires des enseignants au niveau national.
- **Action sur les paradigmes** : Les parlements et les parlementaires, les gouvernements et les ministères des finances doivent considérer les dépenses en matière d'éducation comme un « investissement » stratégique, et non comme une simple « consommation ». Il faut trouver des moyens créatifs d'enregistrer explicitement et de prendre en compte les retours à long terme des investissements dans l'éducation au sein des cycles économiques et politiques à court terme. Des recherches récentes indiquent que le doublement des investissements dans l'éducation, la santé et le secteur social pourrait créer jusqu'à 269 millions de nouveaux emplois d'ici à 2030.²⁷ Elles indiquent également que l'investissement dans les premières années d'éducation et la mise en place d'un système universel, qualitatif et abordable de santé, d'éducation et de garde d'enfants peut rapporter à la société jusqu'à 17 dollars pour chaque dollar investi.²⁸ Les investissements dans l'éducation permettent de réduire les inégalités, la pauvreté (y compris celle des enfants) et la dépendance à l'égard de l'aide sociale, d'équilibrer les chances en matière d'éducation,

²⁵ [Special Drawing Rights: The Right Tool to Use to Respond to the Pandemic and Other Challenges - Center for Economic and Policy Research \(cepr.net\)](#) (Droits de tirage spéciaux : le bon outil à utiliser pour répondre à la pandémie et relever les autres défis)

²⁷ Note de synthèse du Secrétaire général « [Investir dans l'emploi et la protection sociale pour éradiquer la pauvreté et impulser une relance durable](#) »

²⁸ Hemerijck, A., et al, 2020, Social Investment Now ! (Investissement social : tout de suite !) https://feps-europe.eu/wp-content/uploads/downloads/publications/editing_of_a_study-public_investment_now_12_-_pp_links.pdf



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

d'accroître l'équité entre les sexes et d'élargir l'assiette fiscale.²⁹ Le moment est venu de changer les mentalités et les pratiques concernant la façon dont les dépenses d'éducation sont considérées, par exemple en établissant de nouvelles normes ou directives comptables que le FMI pourrait défendre et façonner avec l'aide des ministères des finances. Notre appel est sans équivoque : Les ministres des finances doivent trouver un moyen de commencer à traiter systématiquement les dépenses d'éducation comme un investissement plutôt qu'une simple consommation.

- **Action sur le dialogue** : Les ministères de l'éducation et les ministères des finances doivent dialoguer régulièrement sur les questions stratégiques de financement qui affectent l'éducation. Un dialogue similaire est nécessaire de toute urgence au niveau mondial pour permettre à la communauté éducative de s'engager de manière proactive et de faire entendre sa voix dans les négociations mondiales clés concernant la fiscalité, la dette et l'austérité. Il faudra rechercher de nouveaux processus, pratiques et mesures incitatives permettant de formaliser ce nouveau dialogue aux niveaux national et international, notamment une plus grande collaboration entre les ministères des finances et de l'éducation (ainsi qu'une plus grande interaction avec les ministères de la santé).
- **Action sur les prêts concessionnels**: L'augmentation de la part des financements concessionnels relevant à 15-20 % la part des portefeuilles réservée à l'éducation pourrait s'avérer transformatrice. La BAD s'est déjà engagée à augmenter le pourcentage de son portefeuille consacré à l'éducation de 5 % à 10 % ; néanmoins, il faudrait tendre vers un pourcentage d'au moins 15 %, soit la part attendue des budgets nationaux pour l'éducation, afin de constituer une base utile à un pacte mondial équitable. Des moyens novateurs de faire correspondre les prêts concessionnels pour l'éducation (ceux de l'IDA par exemple) avec des subventions (celles du GPE par exemple) pourraient, par le biais des mécanismes d'allègement de la dette, créer des augmentations significatives de l'espace budgétaire pour les gouvernements sur le long terme, stimulant ainsi l'additionnalité des ressources publiques allouées à l'éducation. Pour une intervention rapide et efficace, les plans de financement doivent s'appuyer sur les modalités opérationnelles existantes des institutions de coordination, et cibler en premier lieu les pays les plus marginalisés, où la pauvreté d'apprentissage est la plus élevée et où les ménages supportent une part disproportionnée des dépenses d'éducation, ce qui alimente les inégalités. Outre les institutions multilatérales, les banques publiques de développement intègrent de plus en plus les investissements sociaux dans leur portefeuille d'investissement.³⁰ [L'International Finance Facility for Education \(IFFEd, agence internationale de financement de l'éducation\)](#) est un autre exemple

²⁹ OMS, « [Investment for health and well-being: a review of the social return on investment from public health policies to support implementing the Sustainable Development Goals by building on Health 2020 \(Investissement pour la santé et le bien-être : examen du rendement social de l'investissement des politiques de santé publique pour soutenir la mise en œuvre des Objectifs de développement durable en s'appuyant sur Santé 2020\)](#) », Dyakova M, Hamelmann C, Bellis MA, Besnier E, Grey CNB, Ashton K et al, 2017

³⁰ Voir aussi <https://financeincommon.org/>



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

innovant de levier de financement qui vise à accroître considérablement le financement de l'éducation pour les pays à revenu intermédiaire, grâce aux banques régionales de développement.

- **Action sur l'aide** : Il est temps que l'aide soit dépensée conformément à l'engagement attendu des gouvernements nationaux, à savoir que 15 à 20 % des dépenses soient affectées à l'éducation. Des actions transformatrices pourraient consister à s'appuyer sur l'objectif établi de 0,7 % du PNB pour déterminer l'aide, et augmenter la part allouée à l'éducation dans les pays qui en ont le plus besoin. Actuellement, l'aide à l'éducation est en baisse (elle est passée de 8,8 % en 2019 à 5,5 % en 2020),³¹ bien que certains donateurs comme la CE augmentent leurs engagements (de 7 % à 13 %). Le Sommet sur le transformation de l'éducation doit être l'occasion d'une réévaluation fondamentale du rôle crucial de l'éducation dans les budgets d'aide, en reflétant l'opinion publique dans la plupart des pays donateurs, selon laquelle l'éducation et la santé sont les deux principales priorités des dépenses d'aide. Cet indicateur de référence pourrait également être étendu à la part de l'aide humanitaire destinée à l'éducation. Un alignement et une harmonisation accrus des efforts d'aide, en soutien des plans et des systèmes nationaux, réaffirmant les principes d'efficacité de l'aide, sont également importants pour que l'aide puisse jouer un rôle constructif dans la lutte contre le déficit de financement de l'éducation. Les mécanismes multilatéraux tels que le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et l'initiative L'éducation ne peut attendre (ECW) sont des exemples positifs qui permettent de mieux coordonner l'aide pour l'acheminer vers les pays qui en ont le plus besoin.
- **Action sur le financement du climat**: Il existe des arguments convaincants en faveur de l'affectation à l'éducation d'une part équitable du financement consacré au climat et à l'environnement. Si la crise climatique perturbe l'éducation dans un nombre croissant de pays et de contextes, l'éducation est également essentielle pour répondre à la crise. L'éducation et le développement des compétences seront indispensables pour gérer les effets sociaux et économiques de la transition d'un système énergétique basé sur les combustibles fossiles à un système principalement basé sur les énergies renouvelables. L'apprentissage tout au long de la vie revêtira une importance particulière pour aider les personnes et les gouvernements à s'adapter au changement climatique et à d'autres défis écologiques, à s'adapter à de nouveaux environnements et à de nouveaux moyens de subsistance, à acquérir de nouvelles compétences et à devenir des citoyens du monde actifs dotés des connaissances et des capacités nécessaires pour changer leur vie et leur mode de vie afin de contribuer au développement durable. Actuellement, quasiment aucun financement en faveur du climat ne soutient les systèmes éducatifs, ce qui doit changer.

Le Sommet sur la transformation de l'éducation peut transformer le paysage du financement de l'éducation en recherchant de nouveaux engagements dans chacun des domaines ci-dessus, et en

³¹ UNICEF/ UNESCO/Banque mondiale. 2022. [Où en sommes-nous en matière de reprise de l'éducation ?](#).



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

élaborant un *pacte mondial pour la relance de l'éducation* qui relie des engagements nationaux accrus à une action internationale sur les questions touchant au financement de l'éducation. Ce nouveau pacte devrait également inclure des engagements visant à améliorer l'équité et l'efficacité des dépenses d'éducation et à améliorer les données de financement, comme indiqué ci-dessous.

Domaine d'action 2 : Accroître l'équité et l'efficacité

Aux yeux des ministères des finances, des dirigeants politiques et des contribuables, la crédibilité des ressources supplémentaires et d'un nouveau pacte mondial sur le financement de l'éducation dépend de l'efficacité de l'utilisation des ressources éducatives. Cela signifie que les ressources doivent être allouées et dépensées de manière efficace et équitable, de façon à progresser vers les objectifs d'éducation. Cela implique également d'éliminer la corruption et la mauvaise utilisation des ressources, que ce soit en veillant à l'exactitude des données relatives aux salaires ou en renforçant les systèmes de responsabilisation au niveau des écoles, des districts et du pays. La façon dont les allocations se traduisent en résultats est déterminée par des questions systémiques, en particulier la planification et la gestion efficaces de l'éducation, les normes et les croyances, y compris celles concernant l'abandon scolaire, le redoublement et le temps passé en classe et en enseignement. Des ressources doivent être déployées pour maximiser l'alignement autour des dimensions essentielles de l'éducation, notamment les enseignants professionnels, les matériels d'enseignement et d'apprentissage, les programmes et les évaluations ; la gestion des établissements d'enseignement public et les cadres réglementaires de la responsabilité publique (à assumer par tous les prestataires et les acteurs de l'éducation, quel que soit leur statut - public ou privé) ; et le soutien aux apprenants pour qu'ils puissent accéder à l'éducation par le biais des établissements ou à domicile. Ce faisant, il est possible de tendre vers « un nouveau contrat social pour l'éducation », comme le préconise la Commission internationale sur les Futurs de l'éducation.

Un large éventail d'acteurs non étatiques éduquent plus de 350 millions d'enfants,³² et des efforts sont nécessaires pour intégrer certains de ces acteurs dans un système cohérent et correctement réglementé, qui respecte les obligations de l'État en matière de droit à l'éducation.³³ Le Global Education Monitoring Report (Rapport mondial de suivi sur l'éducation) 2021/2 incite fortement les gouvernements à considérer l'ensemble des institutions, des étudiants et des enseignants comme faisant partie d'un système unique. Les normes, l'information, les incitations et la responsabilisation doivent aider les gouvernements à protéger, respecter et réaliser le droit à l'éducation de tous, sans passer sous silence les situations de privilèges ou d'exploitation. Il faut s'attaquer aux disparités dans les processus éducatifs, les résultats des élèves et les conditions de travail des enseignants. De nombreux gouvernements et acteurs internationaux sont très préoccupés par les écoles à but lucratif. Les écoles payantes représentent un sérieux défi pour l'équité au sein des systèmes éducatifs. Cependant, les acteurs non étatiques peuvent

³² Crawford et Hares 2021. The impact of private schools, school chains and PPPs in developing countries (L'impact des écoles privées, des chaînes d'écoles et des partenariats public-privé dans les pays en développement). Document de référence du GEM

³³ [Les principes d'Abidjan](#)



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

jouer un rôle complémentaire important pour atteindre les communautés les plus marginalisées, y compris les enfants handicapés, à condition que ces actions soient bien conçues et planifiées de manière cohérente avec les services publics.

Dans chaque pays, par l'intermédiaire d'une approche pangouvernementale, les ministères de l'éducation et des finances doivent être soutenus pour identifier et traiter l'inefficacité et l'inégalité des dépenses existantes et nouvelles afin que, dans chaque pays, les arguments en faveur des ressources supplémentaires pour l'éducation et l'utilisation de ces dernières soient convaincants et ne renforcent pas l'inefficacité (y compris les fuites). Le Sommet sur la transformation de l'éducation doit soutenir le développement et le déploiement efficace d'initiatives qui aident les ministères de l'éducation et les ministères des finances à y parvenir, par exemple en fournissant des « boîtes à outils » contenant une gamme de produits et de méthodes en vue d'une utilisation robuste et adaptée au contexte.

- **Action à tous les niveaux de l'éducation** (de la petite enfance au primaire, au secondaire, au supérieur, à la formation professionnelle et à l'éducation des adultes) : L'ODD 4 comprend des engagements à tous les niveaux. La plupart des pays consacrent la majorité des ressources à l'enseignement primaire et secondaire mais, de manière probablement logique, dépensent plus par étudiant dans l'enseignement supérieur. Un principe d'universalisme progressif donnerait la priorité à l'investissement public en faveur d'une éducation de la petite enfance universelle et sensible à l'équité, où les enfants les plus pauvres sont le plus sous-représentés. Ensuite, augmenter progressivement les allocations aux niveaux supérieurs lorsque la couverture avoisine l'universalité dans les niveaux inférieurs, en continuant à se concentrer sur les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables³⁴. Il existe un consensus croissant sur l'importance de l'éducation de la petite enfance, qui peut être transformatrice pour améliorer l'équité à d'autres niveaux. Or, dans de nombreux pays, l'offre est fragmentée, et les subventions publiques ne sont souvent pas dirigées vers ceux qui en ont le plus besoin. L'éducation des adultes est souvent reléguée au second plan mais, en raison de l'évolution des économies et des sociétés, elle peut nécessiter un regain d'attention dans le cadre de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie, en particulier lorsqu'un grand nombre d'adultes n'ont pas reçu d'éducation de base dans leur enfance et peinent à acquérir les compétences fondamentales telles que l'alphabétisation. Le [Cadre d'action de Marrakech](#) de la CONFINTEA de juin 2022 offre une référence utile, soulignant la nécessité d'une action ambitieuse en matière de financement de l'éducation des adultes. Un autre aspect négligé est celui consistant à donner aux jeunes adultes les informations et les outils nécessaires pour réussir la transition entre l'éducation et le travail. Il est également possible de tirer des enseignements de l'édition 2022 de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, qui a été convoquée pour établir une feuille de route pour l'enseignement supérieur au cours de la prochaine décennie, et pour façonner [Le futur de l'enseignement supérieur](#). Il existe une **interdépendance entre les investissements** dans tous les

³⁴ UNICEF, Financing Education Recovery: A Piece of Cake (Financer le redressement de l'éducation : c'est comme si c'était fait), à publier



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

niveaux d'éducation, ce qui signifie qu'une approche systémique du secteur de l'éducation en matière de planification et de budgétisation est d'une importance cruciale.

- **Action sur les classifications des dépenses** (récurrentes, salaires, capital) : Dans la plupart des budgets consacrés à l'éducation, la plus grande part des dépenses fonctionnelles (presque toujours supérieure à 75 % et souvent supérieure à 95 %) est consacrée aux salaires et aux indemnités. Veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'enseignants professionnels bénéficiant d'une rémunération et de conditions décentes sera toujours une priorité absolue car, pour un apprentissage de qualité, rien n'est plus important que des enseignants de qualité. Il est essentiel de veiller à ce que chaque dimension d'un système éducatif soit soigneusement prise en compte dans les plans, les budgets et l'exécution du secteur de l'éducation. Le gouvernement doit ainsi fixer des priorités claires pour tout, des dépenses consacrées aux enseignants et au développement professionnel aux investissements dans les matériels d'enseignement et d'apprentissage, à la réforme des programmes et des évaluations, aux établissements d'enseignement (et leur réglementation), et aux programmes spécialisés pour soutenir l'accès et la réponse aux crises. Des programmes bien conçus dans chaque domaine seront nécessaires pour garantir que les ressources sont allouées et utilisées efficacement.
- **Action sur les géographies** (à l'international et au sein des pays) : Les ressources sont souvent concentrées dans les zones urbaines par rapport aux zones rurales, ainsi que dans les provinces ou les districts plus aisés, où la surveillance des citoyens et la pression publique sont plus actives. Investir équitablement dans tout le pays devrait être une priorité. Ceci est tout aussi important pour les allocations d'aide qui continuent de se concentrer sur un nombre relativement restreint de pays, en fonction des relations historiques ou coloniales plutôt que des besoins des pays aux revenus les plus faibles ou de ceux qui sont confrontés à des circonstances particulières, comme les petits États insulaires. L'aide multilatérale, notamment par le biais du GPE et d'ECW, a atteint les pays aux revenus les plus faibles et ceux qui en ont le plus besoin de manière plus satisfaisante que l'aide bilatérale.³⁵
- **Action sur les groupes exclus et vulnérables** : Dans chaque pays, il existe des catégories bien définies d'enfants qui sont plus susceptibles d'être exclus de l'éducation, parce qu'il s'agit de filles ou d'enfants handicapés, ou parce qu'ils sont issus de communautés éloignées, minoritaires, migrantes ou réfugiées.³⁶ Le suivi de l'équité des dépenses par étudiant pour les groupes les plus

³⁵ Par exemple, Mitchell, Hughes et Calleja 2021. QuODA 2021: Aid Effectiveness isn't dead yet (QuODA 2021 : L'efficacité de l'aide n'a pas dit son dernier mot). <https://www.cgdev.org/blog/quoda-2021-aid-effectiveness-isnt-dead-yet>

³⁶ Unterhalter, E., Robinson, L., & Balsera, M. (2020). The politics, policies and practices of intersectionality: Making gender equality inclusive and equitable in and through education. (La politique, les politiques et les pratiques de l'intersectionnalité : Rendre l'égalité des sexes inclusive et équitable dans et par l'éducation.) *Background paper prepared for the Global Education Monitoring Report Gender Report (Document de référence préparé pour le Rapport sur les genres dans le Rapport mondial de suivi sur l'éducation).*



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

défavorisés, à l'aide d'outils tels que l'analyse d'incidence des bénéficiaires, peut être transformateur, tout comme la reconnaissance du fait que certains groupes auront besoin de dépenses par étudiant nettement plus élevées pour bénéficier d'une égalité des chances en matière d'éducation, notamment les enfants handicapés. Les données ventilées, alliées à une approche intersectionnelle, sont essentielles pour renforcer l'équité. Il existe également une importante dimension intergénérationnelle, les enfants issus de ménages non alphabétisés ayant besoin d'un soutien plus important et de budgets plus élevés, ainsi que de programmes d'apprentissage pour adultes interconnectés et bien conçus au sein de leurs communautés. La décentralisation des ressources peut contribuer à des investissements plus efficaces et mieux adaptés, à condition que l'État central continue à assumer un rôle redistributif fort pour soutenir les zones géographiques les plus défavorisées.

- **Action visant à lier la planification sectorielle et la programmation budgétaire** : Les ministères de l'éducation indiquent que l'établissement d'un lien entre les plans sectoriels et les budgets, ainsi que la garantie d'une mesure efficace des résultats constituent des défis majeurs. S'assurer que les plans d'éducation sont pourvus de stratégies de financement claires et réalistes, avec des productions de coûts et de revenus solides, serait une étape importante là où de telles actions n'ont pas été mises en place. Le déploiement minutieux d'un ensemble d'outils, s'il est véritablement adapté aux besoins des pays, peut contribuer à améliorer la robustesse de la planification et de la mise en œuvre du financement de l'éducation. Dans les pays d'accueil des réfugiés, un soutien accru pour aligner la planification, le financement et la prestation de l'éducation aux enfants réfugiés reste essentiel pour leur inclusion dans les systèmes éducatifs nationaux. L'octroi d'un soutien financier prévisible, à long terme et pluriannuel aux pays d'accueil sur la base de plans d'éducation incluant les réfugiés peut inciter les gouvernements à répondre aux besoins éducatifs des réfugiés, comme le prévoit le [Pacte mondial pour les réfugiés](#).
- **Action sur la gestion des finances publiques (GFP) et la capacité de mise en œuvre** : La productivité est également fortement liée aux systèmes de GFP existants et à leur capacité de mise en œuvre, ce qui est mis en évidence dans les taux d'exécution budgétaire. Les systèmes de GFP peuvent également influencer sur la décentralisation des dépenses, ce qui peut être un facteur clé de l'efficacité des dépenses. À court terme, les pays doivent augmenter la transparence et la responsabilisation des systèmes de GFP, ainsi qu'identifier et contourner les obstacles, présents dans ces systèmes, qui limitent l'efficacité des dépenses d'éducation et de la prestation de services : par exemple, les retards dans la passation des contrats de construction, les inefficacités de la paie ou les processus d'allocation infranationaux et infra-secteurs.

Domaine d'action 3 : Données et responsabilisation du financement de l'éducation

L'élaboration de politiques **fondées sur des données probantes nécessite des données suffisantes, systématiques et fiables sur les dépenses d'éducation**, leur répartition et leur efficacité. Ceci est crucial



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

pour renforcer la responsabilisation des gouvernements et des organismes donateurs. Malheureusement, dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, les données sur le financement de l'éducation ne sont pas recueillies fréquemment, et dans certains pays, elles ne sont pas recueillies du tout ou sont indisponibles. Même lorsque des données sont collectées, elles sont souvent partielles ou incomplètes et de mauvaise qualité, et ne peuvent donc pas être utilisées efficacement pour éclairer la prise de décision. Par exemple, dans de nombreux pays en développement, les données ne sont pas ventilées par sexe ou par type de vulnérabilité.

- **Action sur la disponibilité et la cohérence des données** : La disponibilité de données de bonne qualité sur les indicateurs de dépenses de base est limitée dans de nombreux pays. Cela peut rendre difficile le suivi des niveaux globaux de financement et la vérification de l'utilisation de ces fonds. En outre, même lorsque les données sont disponibles, il est rare de disposer du détail de l'utilisation de ces fonds (par exemple, dépenses en capital ou dépenses courantes, salaires ou installations, etc.). Il est également nécessaire de **collecter des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur les dépenses des ménages en matière d'éducation**, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en reconnaissant que cela peut souvent être un indicateur de régression dans la manière dont l'éducation est financée. Il existe également plusieurs domaines de la surveillance financière dans lesquels les pays à haut revenu sont confrontés à des difficultés.
- **Action sur les données rapides** : Les informations en temps réel sur les changements budgétaires, qui sont importantes pour suivre et répondre aux crises, ne sont pas systématiquement disponibles. Le renforcement de la résilience et la mise à jour et l'information en temps utile du budget de l'éducation doivent être une priorité dans les pays sujets à des crises.
- **Action sur la capacité à utiliser les données** : Les coûts sociaux et économiques de l'échec des politiques d'éducation sont élevés. Il est donc essentiel que les gouvernements ciblent correctement et efficacement les investissements afin d'obtenir de meilleurs résultats. Cet enjeu dépend de la **capacité à comprendre les budgets de l'éducation, à utiliser les données sur le financement de l'éducation et à s'engager dans un dialogue stratégique** sur les dépenses d'éducation. Cette capacité doit être renforcée à tous les niveaux. Cela doit commencer au niveau de l'école, les chefs d'établissement et les organes directeurs devant être en mesure de prendre des décisions éclairées et fondées sur des données probantes concernant la répartition. La transparence vis-à-vis des communautés locales et des parents peut être transformatrice. Elle est également nécessaire au niveau du district et à chaque niveau du système, afin que les responsables des budgets à différents niveaux comprennent l'efficacité des différentes allocations pour améliorer l'efficacité et l'équité. Les données financières doivent être disponibles aux côtés d'autres données cruciales pour permettre aux personnes de faire des choix éclairés et responsables.



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

- **Action sur les données pour la responsabilisation internationale:** De meilleures données peuvent contribuer à l'amélioration d'un grand nombre de relations basées sur la responsabilité dans l'éducation, ainsi qu'à la conception de mécanismes de responsabilisation adaptés au contexte et favorisant la confiance entre les partenaires. Les citoyens, les OSC et les parlements peuvent être soutenus pour accéder à des données sur l'éducation de meilleure qualité et les utiliser afin de placer la responsabilité des ressources de l'éducation entre les mains des ministères des finances et de l'éducation, et d'examiner et approuver les budgets de l'éducation. Des systèmes nationaux efficaces de responsabilisation dans le domaine de l'éducation doivent gagner la confiance des donateurs extérieurs quant à la bonne utilisation des ressources éducatives, ce qui leur permettrait de passer du « contrôle » à la « solidarité » dans leur soutien à l'éducation. Les ministères des finances et de l'éducation peuvent également utiliser des données améliorées pour rehausser la qualité de leurs discussions. Les États membres doivent s'engager plus pleinement dans le processus d'analyse comparative de l'ODD 4. La responsabilisation du respect des engagements en matière d'aide à l'éducation doit être renforcée, conformément au seuil minimum proposé de 15 %, et alignée sur le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Enfin, le financement des actions prioritaires coordonnées qui émergeront du Sommet de transformation de l'éducation pour chacune des quatre autres pistes d'action doit également être surveillé. Les partenaires doivent utiliser les résultats pour favoriser une culture de responsabilité partagée.

Conclusion : Un nouveau pacte mondial pour le financement de l'éducation

Les quatre autres pistes d'action du Sommet de transformation de l'éducation (sur l'équité et l'inclusion, les compétences et le développement durable, les enseignants et la numérisation) exposent plus clairement **ce qui** doit être financé pour transformer les systèmes éducatifs et préparer l'avenir. En outre, **l'annexe 1** comprend des exemples clairs où il existe des preuves crédibles d'investissements intéressants du point de vue financier. Nous nous sommes concentrés **sur** les moyens d'accroître le financement et sur la manière de garantir une utilisation équitable, efficace et responsable des fonds. Dans les semaines à venir, nous effectuerons une comparaison approfondie avec les autres pistes afin d'assurer la cohérence entre ce document et les autres documents de discussion ; ce document dessine toutefois les contours de nos recommandations essentielles sur le financement. La liste des bonnes pratiques existantes en matière de financement de l'éducation qui ont été collectées jusqu'à présent est incluse dans **l'annexe 2**. Cependant, nous recherchons un éventail d'exemples plus diversifié, au-delà de ceux proposés par les multilatéraux.

En bref, une approche globale de l'augmentation du financement de l'éducation dépend de l'augmentation des « VPSE » :



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

- Le **volume** de l'ensemble des budgets gouvernementaux (déterminé par l'impôt, la dette, les macro-politiques, le commerce, etc.)
- La **part** des budgets nationaux consacrée à l'éducation (au moins 15-20 %)
- La **sensibilité** des allocations du budget de l'éducation (motivée par une approche factuelle de l'équité et de l'efficacité)
- L' **examen minutieux** des dépenses d'éducation dans le budget, afin que les ressources soient suivies, en particulier dans les communautés les plus défavorisées, que la qualité des données soit améliorée et que la capacité à utiliser les données soit renforcée.

Sur cette base, nous pouvons commencer à élaborer un nouveau pacte mondial pour l'éducation, qui sera lancé à l'occasion du Sommet sur la transformation de l'éducation. Si tous les aspects n'ont pas été finalisés, le cap à suivre est bien défini, affirmant ainsi un nouvel engagement pour transformer le financement de l'éducation. Un nouveau pacte mondial pourrait comporter les éléments suivants (sur lesquels nous allons travailler dans les semaines à venir) :

Lorsque les pays s'engagent à augmenter le volume, la part, la sensibilité et l'examen minutieux des budgets de l'éducation :

- En augmentant leurs dépenses intérieures en matière d'éducation (ce qui conduit à une augmentation des dépenses par étudiant), par exemple, en augmentant les recettes fiscales progressives / les parts budgétaires pour l'éducation ;
- En affectant ces dépenses de manière plus équitable et plus efficace à une éducation de qualité pour tous ; et
- En suivant et en rendant compte de leurs dépenses de manière ventilée et systématique.

De son côté, la communauté internationale s'engagera à soutenir ces VPSE :

- En donnant la priorité aux actions mondiales en matière de fiscalité, en soutenant les réformes internationales qui peuvent aider les pays à augmenter rapidement et progressivement le rapport impôt/PIB, en modifiant le dialogue du FMI au niveau des pays pour qu'il soit plus audacieux et plus progressif en matière de réformes fiscales, et en travaillant à ce que les règles mondiales soient fixées par des processus équitables, par exemple en soutenant une convention fiscale des Nations unies ;
- En soutenant l'action sur la dette pour tous les pays qui dépensent plus pour le service de la dette que pour l'éducation, en trouvant de nouvelles solutions et de nouveaux mécanismes aptes à débloquer le financement et faire avancer le dossier pour de nouveaux DTS / réaffectation des DTS ;
- En exhortant le FMI et d'autres institutions internationales à lever les obstacles tels que les contraintes salariales dans le secteur public, qui empêchent l'augmentation des dépenses en matière d'éducation, et en défendant des politiques qui permettront un nouveau recrutement significatif d'enseignants professionnels là où des pénuries existent ;



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

- En créant de nouvelles normes et formules pour aider les ministères des finances et les gouvernements dans leur ensemble à prendre en compte les retours sur investissement à long terme dans l'éducation, afin que les dépenses d'éducation ne soient pas considérées comme une simple consommation ;
- En augmentant l'aide à l'éducation et la disponibilité des prêts concessionnels pour l'éducation de manière à atteindre au moins 15 % des portefeuilles, et en allouant ces portefeuilles aux pays qui en ont le plus besoin ;
- En transformant le dialogue sur le financement de l'éducation pour reconnaître systématiquement le caractère central du financement national, ainsi que l'action internationale apte à soutenir ce financement national.

En convenant d'une nouvelle approche collective du financement de l'éducation des réfugiés et autres apprenants déplacés par les catastrophes climatiques. Cette mesure doit répondre aux besoins éducatifs spéciaux des enfants déplacés et réfugiés. En outre, des efforts sont nécessaires pour mieux relier le soutien humanitaire de l'éducation au soutien du développement à plus long terme.



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Annexes

Annexe 1 : Investissements judicieux et transformateurs dans l'éducation

Les investissements dans l'éducation estimés transformateurs sur la base de preuves comprennent :

- Le soutien de services de qualité pour l'accueil et l'éducation de la petite enfance
- La suppression de tous les frais scolaires, au moins dans l'enseignement public obligatoire/de base
- La promotion de l'universalisme progressif, en orientant des ressources supplémentaires vers les apprenants défavorisés (sous la forme d'aides financières ou d'autres types de bourses, tels que des exemptions de frais de scolarité) et vers les écoles défavorisées (subventions par nombre d'élèves et programmes de financement)
- La professionnalisation du corps enseignant et des autres personnels de l'éducation, et l'offre d'une formation continue de qualité, par exemple sur l'enseignement au bon niveau
- L'introduction des technologies éducatives afin de renforcer les capacités des enseignants plutôt que de les remplacer
- L'octroi de la priorité à l'éducation des filles, en utilisant une approche intersectionnelle
- L'augmentation du temps d'instruction / des heures de contact
- Les efforts pour réduire l'échec scolaire et offrir une seconde chance d'apprendre
- L'affectation des enseignants hautement qualifiés et motivés aux écoles les plus difficiles
- La garantie d'au moins une année d'enseignement pré-primaire gratuit et obligatoire, et 12 années complètes d'enseignement primaire et secondaire de qualité, gratuit et financé par des fonds publics, dont au moins neuf années obligatoires
- La possibilité d'apprendre la langue parlée à la maison, tout en assurant une intégration linguistique bien planifiée dans les langues prédominantes de l'enseignement et de l'administration
- Le développement des programmes éducatifs de réponse rapide pour les réfugiés avec un soutien psychosocial et linguistique
- L'amélioration de la collaboration intersectorielle, par exemple avec les services de santé
- La réduction de la concentration d'élèves défavorisés dans des écoles particulières
- L'octroi de la priorité aux investissements qui renforcent l'équité
- La fourniture de repas sains à midi / de programmes d'alimentation scolaire en lien avec la communauté / l'économie locale
- L'ouverture à tous de l'accessibilité des écoles et l'adoption d'approches centrées sur l'enfant
- La garantie du respect des normes nationales (rapport élèves-enseignant, fourniture de matériel pédagogique approprié pour chaque élève ainsi que d'installations scolaires et sanitaires adéquates, etc.)
- La mise en place d'un système d'évaluation/d'inspection externe et de suivi des écoles, efficace et doté des ressources suffisantes



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

Annexe 2 : Cartographie indexée d'exemples pratiques et d'investissements transformateurs

Cette annexe présente quelques exemples spécifiques que nous avons recueillis au cours de nos processus de consultation. Jusqu'à présent, ils émanent d'agences multilatérales recevant peu de contributions des États membres, des organismes régionaux ou des OSC. Si nous ne sommes pas en mesure de valider pleinement chacune d'entre elles, nous constatons l'abondance des expériences et le niveau d'engagement pour transformer le financement de l'éducation. Ces expériences peuvent inciter d'autres personnes à aller de l'avant et participer à cette nouvelle donne mondiale.

Sur le volume de financement

- Multiplicateur GPE
- Alliance Tax-Ed (GPE)
- Subvention pour la transformation des systèmes du GPE
- Affectation de l'impôt (ministères de l'éducation de plusieurs pays)
- L'International Finance Facility for Education (IFFEd, agence internationale de financement de l'éducation)
- Le Fonds philanthropique musulman mondial pour les enfants (UNICEF)
- Conversion de la dette au bénéfice de l'éducation (UNICEF)
- Public Finance for Children (PF4C, financement public pour les enfants) (UNICEF)

Sur l'équité et l'efficacité de la finance

- Examens des dépenses publiques d'éducation (Banque mondiale)
- Enquêtes de suivi des dépenses publiques (Banque mondiale)
- Financement basé sur les résultats (Banque mondiale)
- Programme d'accélération (Banque mondiale)
- Sanction / Déblocage (Banque Mondiale)
- Accélérateur de l'éducation des filles (GPE)
- Financement de la partie variable du GPE (GPE)
- Programmes de financement (ministères de l'éducation de plusieurs pays)
- Subventions directes aux écoles (ministères de l'éducation de plusieurs pays)
- Fonds virtuels pour protéger l'éducation et d'autres secteurs prioritaires en cours d'exécution (ministère des finances, Ouganda, années 2000)
- Inclusion de l'éducation comme catégorie d'investissement pour les revenus des ressources naturelles (Ghana)
- Financement basé sur la performance (ministère de l'éducation, groupes de réflexion nationaux et fédéraux et ministères fédéraux des finances, Brésil)
- Indice d'équité pour le financement des écoles (ministère de l'éducation, Népal)
- Opération d'appui budgétaire en matière d'éducation (Voisinage et négociations d'élargissement de l'Union européenne) et analyse de l'incidence fiscale



NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION

- Amélioration des processus de budgétisation basés sur la performance dans le secteur de l'éducation avec une perspective de genre (IIPE)
- Analyse des coûts et du financement (part de l'ESA/ESP) (IIPE)
- Cours en ligne sur la planification de l'éducation pour l'inclusion des réfugiés (dont un module sur le calcul des coûts liés à l'inclusion des réfugiés) (IIPE)
- Mécanismes de financement pour les apprenants touchés par la crise (IIPE)
- EPSSim et SimuED (UNESCO)
- Outils et ressources pour l'examen des politiques d'éducation et de formation (UNESCO)
- Analyse d'incidence des bénéficiaires (UNICEF)
- Cas d'investissement DPE pour les enfants (UNICEF)
- Analyse du secteur de l'éducation - Monténégro (UNICEF)
- Financement basé sur les résultats de l'EPE - Kirghizistan (UNICEF)
- Programme conjoint sur le Cadre de financement national intégré (INFF) - Kirghizistan (UNICEF)
- Financement efficace de l'EPE au Kirghizistan (UNICEF)
- Étude de cas sur l'investissement dans l'EPE en Turquie (UNICEF)
- Amélioration du rapport coût-efficacité dans l'enseignement primaire et secondaire - Macédoine du Nord (UNICEF)
- Études de faisabilité de l'EPE dans les communautés locales (UNICEF)

Sur les données financières et la responsabilisation

- Rapport mondial sur l'éducation 2017 de l'UNESCO et processus d'analyse comparative de l'ODD 4
- Cadre SABER en faveur du financement des écoles (Banque mondiale)
- Surveillance du financement de l'éducation (Banque mondiale)
- Results in Education for All Children (REACH, Résultats éducatifs pour tous les enfants) (Banque mondiale)
- Portail BOOST dédié au budget ouvert (Banque mondiale)
- Boîte à outils parlementaire sur le financement domestique de l'éducation (GPE)
- Cadre des résultats du GPE - Collecte de données sur le financement national
- Comptes nationaux de l'éducation (CNE) (IIPE)
- Programme ETICO (IIPE)
- Initiative ouverte SIGE (UNESCO)
- Global Education Monitoring Report (UNESCO)
- Data Must Speak (Les données doivent parler) (UNICEF)
- Initiative pour le budget en faveur de l'enfant - Kazakhstan (UNICEF)